

POUR UNE TRANSITION ECOLOGIQUE CONCILIANT JUSTICE SOCIALE ET SOLIDARITÉ ENTRE LES TERRITOIRES

Le constat est aujourd'hui largement partagé par nos concitoyens. Notre monde court à sa perte, si nous ne changeons pas rapidement et radicalement notre façon de produire, de consommer, de se déplacer... Notre planète deviendra invivable du fait du réchauffement climatique, de la pollution de l'air, des eaux, des sols, de la raréfaction des espaces agricoles, forestiers, de la perte de la biodiversité, si nous n'agissons pas de toute urgence. La transition écologique passe par quatre piliers prioritaires : le logement, les transports, l'alimentation, l'énergie.

AMELIORATION ECOLOGIQUE DU BATI ET LUTTE CONTRE LA PRECARITE ENERGETIQUE

Aujourd'hui, près de 5 millions de ménages sont touchés par la précarité énergétique. D'autre part, 15 millions de personnes sont touchées, à un titre ou à un autre, par la crise du logement, dont 4 millions de personnes souffrent de mal-logement ou d'absence de logement personnel.

- 1) Le budget sur le quinquennat sur l'isolation des logements doit passer de 14 à 20 milliards d'euros.
- 2) Des aides financières stables pour les ménages, les copropriétés, et les bailleurs sociaux, doivent être développées notamment avec des critères d'éligibilité stables et lisibles, une augmentation des aides, et un fléchage des financements européens.
- 3) Nous proposons la création d'un chèque de la transition écologique, pour que les ménages les plus précaires ne soient pas pénalisés par la lutte contre les activités polluantes.
- 4) Nous demandons la création d'un plan national de résorption de l'habitat indigne ainsi qu'un plan d'isolation des bâtiments publics
- 5) Nous demandons la construction de 500 000 logements par an, dont 160 000 logements sociaux

6) Nous demandons un plan d'urgence pour les transports et la mobilité. L'État doit favoriser les transports collectifs non-polluants, notamment en baissant la TVA sur les transports en commun. Il doit également encourager les mobilités alternatives à la voiture individuelle, notamment en zone rurale, à travers les « taxis solidaires »

7) Nous demandons le développement du covoiturage et de l'autopartage (véhicule particulier à plusieurs).

8) Le transport ferroviaire doit être dynamisé à travers la rénovation des infrastructures, particulièrement des « lignes de proximité » qui ne doivent plus être sacrifiées. Les régions doivent soutenir le développement des lignes existantes et la réouverture de nouvelles lignes.

POUR UNE ALIMENTATION DE QUALITE ET RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT

Le mouvement d'hyperconcentration des activités et des services autour des villes est facteur de gaspillage et de déséquilibres. L'industrialisation de l'agriculture vide les campagnes et ne permet pas d'assurer une alimentation saine.

9) L'agriculture paysanne et biologique, créatrice d'emplois agricoles, doit être encouragée et soutenue financièrement. Le développement des circuits courts pour l'alimentation doit être une priorité, ainsi que la prise en compte du bien-être animal.

10) Il faut sanctuariser les zones naturelles et les terres agricoles, pour protéger la santé des habitant·e·s, valoriser les productions agricoles et maintenir la biodiversité.

POUR LE CLIMAT : UNE FRANCE TOTALEMENT ALIMENTEE EN ENERGIES RENOUVELABLES

Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), notre pays pourrait transformer sa production et sa consommation énergétiques pour consommer 100% d'énergies renouvelables à l'horizon 2050. Cette transition est urgente si nous voulons réduire sérieusement les émissions des GES et représente une opportunité en matière d'emplois et d'économie sur notre facture énergétique.

11) Nous demandons un grand programme de réduction de la consommation d'électricité et de développement des énergies renouvelables, en s'appuyant d'abord sur les initiatives citoyennes et les filières industrielles françaises.

12) Développer un plan de créations d'emplois autour des métiers de la transition énergétique

13) Pour financer la transition écologique nous demandons :

- La création d'un chèque de la transition écologique, à l'image du chèque énergie pour aider à l'investissement vertueux en termes d'énergie, en contrepartie forfaitaire des exonérations de taxes sur le fuel. Les routiers, les agriculteurs, les marins pêcheurs, les compagnies aériennes devront acquitter les taxes sur l'énergie comme tout un chacun ; cependant pour atténuer le choc financier, ces entités percevront un montant forfaitaire égal à la contrepartie des années précédentes pour leur permettre des investissements plus économes.
- Création de banques publiques régionales de la transition énergétique pour financer les investissements pour les économies d'énergie et l'isolation des bâtiments. Ces banques seront sous l'autorité régionale, auront un statut spécifique de banques solidaires et les salaires des dirigeants seront plafonnés.